



À Notre-Dame-des-Landes, près de Nantes, décideurs et bétonneurs planchent sur un nouvel aéroport. Cela fait 40 ans qu'ils veulent anéantir 2000 hectares de terres agricoles et d'habitats.

40 ANS DE LUTTES

Depuis les prémices de ce projet, des résistances s'organisent. Aujourd'hui comme hier, les opposant.e.s poursuivent la lutte : manifestations, recours juridiques, liens avec d'autres luttes, grèves de la faim... Sur le terrain, l'opposition prend aussi des formes variées : diffusion de journaux, péages gratuits, opposition aux forages, sabotages, perturbations des études d'impact de Biotope et des fouilles archéologiques, occupations de bureaux et de chantiers, etc...

Au grand dam de l'État et de Vinci qui rachètent et détruisent pour vider la zone, la vie et l'activité s'y densifient et s'y diversifient depuis plus de 3 ans. De nombreuses maisons laissées à l'abandon ont été réhabilitées et occupées, des cabanes ont été construites au sol et dans les arbres, des collectifs occupent des terres pour y faire du maraîchage. Des espaces de réunion, boulangerie, bibliothèque, gîte sont ouverts à tous et toutes. Ce sont plus d'une centaine de personnes qui occupent en permanence la zone («Zone à Défendre» - ZAD), soutenues par de nombreuses autres du coin et d'ailleurs.



Depuis le mardi 16 octobre, l'offensive redoutée a commencé. Les 1800 hectares de la ZAD ont été envahis par 1200 policiers. Ils se sont attaqués aux maisons et cabanes occupées qu'ils ont détruites et emportées pièce par pièce, pour ne rien laisser qui puisse servir aux occupant.e.s. Les occupant.e.s et toutes celles et ceux qui les ont rejoint sur place ont résisté, barricadé, réoccupé. Ensemble, nous avons tout fait pour enrayer les machines de destructions et bloquer les mouvements policiers...

NOUS SOMMES TOUJOURS LÀ !

Notre détermination a été renforcée par une grande vague de solidarité aux quatre coins de l'hexagone et au-delà : manifestations, ravitaillement et soutien matériel, actions sur les représentations du PS, de Vinci et consorts, constructeurs de l'aéroport et broyeurs de nos vies.

Si la plupart des maisons en durs ont déjà été expulsées, ainsi que quelques cabanes, de nombreux autres habitant.e.s demeurent, dispersé.e.s dans les bois, les champs, les arbres. De nouvelles constructions sont déjà lancées. Outre les occupant.e.s, des habitant.e.s "légaux" et paysan.ne.s sont toujours menacé.e.s de devoir dégager de la ZAD dans les mois à venir. Les gros malins de la Préfecture ont officiellement intitulé leur opération militaire : «César». A nous de leur prouver que la résistance face à l'aéroport est effectivement «irréductible» et qu'eux seront finalement défaits et ridicules.



Révolté.e.s par la répression et la violence des forces de police et des expulsions sur le site de Notre-Dame des Landes, habitant.e.s d'Île-de-France, nous constituons un collectif, contre le projet d'aéroport. Nous dénonçons :

- les expulsions et les destructions d'habitats
- la répression, qui est d'une violence extrême
- le gaspillage d'argent public
- le partenariat entre l'État français, les collectivités locales et le groupe privé Vinci
- l'aveuglement de Jean-Marc Ayrault, ancien maire de Nantes, qui en fait un combat personnel

Nous soutenons toutes celles et ceux qui se battent depuis plusieurs années, contre ce projet, en particulier les habitant.e.s de la région, les paysan.ne.s et les occupant.e.s de la «Zone à défendre». Nous nous opposons à l'implantation d'un aéroport, inutile, coûteux, aux graves conséquences sociales et environnementales, et destructeur de terres agricoles.

Nous appelons les francilien.ne.s à se mobiliser et à nous rejoindre.

Manifestation samedi 10 novembre

Depart 14h metro Belleville

collectifnddlparisidf@riseup.net



À Notre-Dame-des-Landes, près de Nantes, décideurs et bétonneurs planchent sur un nouvel aéroport. Cela fait 40 ans qu'ils veulent anéantir 2000 hectares de terres agricoles et d'habitats.

40 ANS DE LUTTES

Depuis les prémices de ce projet, des résistances s'organisent. Aujourd'hui comme hier, les opposant.e.s poursuivent la lutte : manifestations, recours juridiques, liens avec d'autres luttes, grèves de la faim... Sur le terrain, l'opposition prend aussi des formes variées : diffusion de journaux, péages gratuits, opposition aux forages, sabotages, perturbations des études d'impact de Biotope et des fouilles archéologiques, occupations de bureaux et de chantiers, etc...

Au grand dam de l'État et de Vinci qui rachètent et détruisent pour vider la zone, la vie et l'activité s'y densifient et s'y diversifient depuis plus de 3 ans. De nombreuses maisons laissées à l'abandon ont été réhabilitées et occupées, des cabanes ont été construites au sol et dans les arbres, des collectifs occupent des terres pour y faire du maraîchage. Des espaces de réunion, boulangerie, bibliothèque, gîte sont ouverts à tous et toutes. Ce sont plus d'une centaine de personnes qui occupent en permanence la zone («Zone à Défendre» - ZAD), soutenues par de nombreuses autres du coin et d'ailleurs.



Depuis le mardi 16 octobre, l'offensive redoutée a commencé. Les 1800 hectares de la ZAD ont été envahis par 1200 policiers. Ils se sont attaqués aux maisons et cabanes occupées qu'ils ont détruites et emportées pièce par pièce, pour ne rien laisser qui puisse servir aux occupant.e.s. Les occupant.e.s et toutes celles et ceux qui les ont rejoint sur place ont résisté, barricadé, réoccupé. Ensemble, nous avons tout fait pour enrayer les machines de destructions et bloquer les mouvements policiers...

NOUS SOMMES TOUJOURS LÀ !

Notre détermination a été renforcée par une grande vague de solidarité aux quatre coins de l'hexagone et au-delà : manifestations, ravitaillement et soutien matériel, actions sur les représentations du PS, de Vinci et consorts, constructeurs de l'aéroport et broyeurs de nos vies.

Si la plupart des maisons en durs ont déjà été expulsées, ainsi que quelques cabanes, de nombreux autres habitant.e.s demeurent, dispersé.e.s dans les bois, les champs, les arbres. De nouvelles constructions sont déjà lancées. Outre les occupant.e.s, des habitant.e.s "légaux" et paysan.ne.s sont toujours menacé.e.s de devoir dégager de la ZAD dans les mois à venir. Les gros malins de la Préfecture ont officiellement intitulé leur opération militaire : «César». A nous de leur prouver que la résistance face à l'aéroport est effectivement «irréductible» et qu'eux seront finalement défaits et ridicules.



Révolté.e.s par la répression et la violence des forces de police et des expulsions sur le site de Notre-Dame des Landes, habitant.e.s d'Île-de-France, nous constituons un collectif, contre le projet d'aéroport. Nous dénonçons :

- les expulsions et les destructions d'habitats
- la répression, qui est d'une violence extrême
- le gaspillage d'argent public
- le partenariat entre l'État français, les collectivités locales et le groupe privé Vinci
- l'aveuglement de Jean-Marc Ayrault, ancien maire de Nantes, qui en fait un combat personnel

Nous soutenons toutes celles et ceux qui se battent depuis plusieurs années, contre ce projet, en particulier les habitant.e.s de la région, les paysan.ne.s et les occupant.e.s de la «Zone à défendre». Nous nous opposons à l'implantation d'un aéroport, inutile, coûteux, aux graves conséquences sociales et environnementales, et destructeur de terres agricoles.

Nous appelons les francilien.ne.s à se mobiliser et à nous rejoindre.

Manifestation samedi 10 novembre

Depart 14h metro Belleville

collectifnddlparisidf@riseup.net